ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, le 1er août 1963, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant un règlement cadre en faveur des techniciens et experts agrées au titre de la coopération technique", a donné le 5 août 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 1e augustus 1963 door de Minister van Buitenlandse Handel en Technische Bijstand verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van een kaderreglement ten gunste van de binnen het raam der technische samenwerking erkende technici en deskundigen", heeft de 5e augustus 1963 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

La première question qui se pose est celle du fondement légal des dispositions projetées. Il ne peut être résolu que si l'on définit au préalable la nature des rapports juridiques qui s'établiront entre l'Etat et les experts ou techniciens de la coopération au développement. Ainsi, l'article 66 de la Constitution ne pouvait être invoqué comme fondement des dispositions du projet que si les emplois d'assistance technique à des Etats étrangers pouvaient être considérés comme des emplois d'administration générale au sens dudit article 66, ce qui n'est pas. En effet, si la coopération avec les pays en voie de développement est, dans notre droit, un service public au sens très large de l'expression, une mission d'intérêt public à laquelle l'Etat consacre certaines activités, le Gouvernement n'entend pas pour autant donner au personnel affecté à ces fins la qualité d'agent d'une administration publique.

Il n'y aura pas davantage conclusion de contrats de louage de services puisque le travail s'effectuera sous la direction et au profit d'autorités étrangères. L'angle particulier sous lequel doit être considéré le rapport unissant les techniciens et l'Etat belge est révélé par l'emploi de l'expression "personnes agréées en vue de prester leurs services dans un pays en voie de développement".

Il s'ensuit que l'octroi d'avantages aux intéressés ne suppose en aucune manière un rapport de dépendance contractuelle ou de subordination hiérarchique de ces personnes vis-à-vis de l'Etat belge.

... /...

Les avantages que le projet met à charge de l'Etat auraient donc le caractère de subsides d'encouragement octroyés individuellement en raison de l'intérêt publique que revêtent les activités du bénéficiaire.

\+

\+ +

Le préambule du projet renvoie à plusieurs dispositions légales ou réglementaires, dont aucune n'est susceptible de fournir un fondement légal aux dispositions projetées. Il faut en outre observer que l'intitulé de certaines des dispositions mentionnées n'est pas reproduit de façon correcte. Toutes ces références sont superflues et doivent être omises.

Il est impossible d'assigner au projet un fondement légale en se reportant à une disposition de droit interne. Par ailleurs, il n'existe, à l'heure actuelle, aucune loi portant approbation d'une convention internationale d'assistance technique.

On admet cependant que la loi budgétaire, qui autorise des dépenses pour un exercice budgétaire donné, implique s'il n'est autrement disposé, le droit pour le Roi d'organiser la manière selon laquelle ces dépenses se feront, du moins pour l'exercice visé. On admet aussi lorsqu'il s'agit de dépenses pour lesquelles des crédits seront prévus d'année en année que les modalités d'allocution de subventions soient prises pour un arrêté royal dont l'effet n'est pas limité dans le temps.

En l'occurence la loi du 24 avril 1963 contenant le budget du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique pour l'exercice 1963 prévoit à la section II assistance technique, article 28 des crédits destinés aux personnes mis à la disposition des pays en développement.

\+

\+ +

Dans le système organisé par le projet, l'octroi d'avantages aux techniciens et experts de l'assistance technique suppose l'accomplissement de deux formalités : l'une, l'agréation, est une mesure unilatérale, qui n'a d'autre contenu que la détermination du "grade", ou, pour reprendre les termes du projet, de la "classe" des intéressés ; la seconde formalité, par laquelle sont individuellement fixés les avantages consentis par l'Etat, est présenté par le projet comme étant un "contrat".

Il semble que la nature du subside, en droit administratif, implique logiquement qu'il est octroyé par une décision unilatérale ; l'on voit mal de quel type de contrat il pourrait s'agir en l'espèce. L'agréation peut donc suffire dans le cadre du projet à régler la situation des techniciens vis-à-vis de l'Etat belge, à condition cependant que l'acte d'agréation détermine de manière précise les conséquences de l'agréation pour chaque intéressé, et notamment la nature et le montant des garanties et avantages accordés à une personne donnée.

L'introduction de la notion de contrat dessert les intentions du Gouvernement et est superflue. Les opérations administratives envisagées n'ont rien de contractuel, et, dès lors, l'utilité n'apparaît pas de scinder ces opérations en deux actes différents.

\+

\+ +

Le projet est subdivisé en huit titres. L'usage est de réserver la subdivision en titres et chapitres pour des taxtes très longs. En l'espèce, mieux vaudrait s'abstenir du recours à ce procédé.

\+

\+ +

Plusieurs des dispositions du projet se réfèrent au "Ministre compétent". Il conviendrait d'indiquer expressément à l'article 1er quel est ce ministre pour ne plus se servir dans les articles ultérieurs que de l'expression "le Ministre".

\+

\+ +

.../...

Les tableaux annexés doivent être soumis à la signature du Roi. Celle-ci est précédée de la formule : "Vu pour être annexé à notre arrêté du . . . ".

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Intitulé.

Il est suggéré d'intituler le projet comme suit

"Arrêté royal réglant l'octroi d'avantages aux techniciens et experts agréés au titre de la coopération technique".

Préambule.

Compte tenu de l'observation faite plus haut, il y a lieu de remplacer les sept premiers alinéas du préambule par la référence :

"Vu l'article 67 de la Constitution,".

\+

\+ \+

En vertu des articles 6 et 24 de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif budgétaire, le projet doit receuillir l'accord du Ministre des Finances et mention de cet accord doit être faite avec référence à sa date nonobstant le fait que ledit Ministre propose au Roi l'adoption du projet et contresignera l'arrêté.

.../...

Par ailleurs, l'intervention du Ministre qui à la Fonction publique dans ses attributions n'est pas requise par l'arrêté du 5 octobre 1961 précité.

\+

\+ +

Dispositif.

Il est proposé de rédiger l'article 1er en ces termes :

"Article 1er.-

Le présent arrêté s'applique à toute personne agréée par le Ministre qui à l'Assistance technique dans ses attributions, en vue de fournir ses services dans un pays en voie de développement.

Les pays en voie de développement pris en considération pour l'application du présent arrêté sont déterminés par ce Ministre".

Il est fait observer :

a) que, dans la forme actuelle du projet, l'octroi des avantages prévus n'est pas réservé aux seules personnes de nationalité belge ;

.../...

b) que des dispositions légales relatives à d'autres matières prévoient également la confection d'une liste de pays en voie de développement ; c'est le cas en matière de milice ; une unification des critères est en conséquence souhaitable.

\+

\+ +

Le projet ne précise pas les critères qui permettent de distinguer l'expert du technicien. Si le titre d'expert était réservé à certaines catégories de spécialistes hautement qualifiés, comme les magistrats et les professeurs d'université, sans entraîner de différences dans le régime administratif des intéressés, cette lacune ne présenterait pas d'inconvénients. Mais si la distinction tient à des critères plus précis, comme la nature et la durée des services ou missions, et entraîne certaines particularités du régime administratif (comme semble l'indiquer les deux premiers alinéas de l'article 5), il convient d'indiquer tout ce qui distingue "l'expert" du "technicien".

\+

\+ +

Les énonciations contenues dans l'article 4, alinéa 1er, répètent des règles générales de droit administratif. En pratique, il est aisé et recommandable de fixer expressément, dans l'acte même, la date de sa prise de vigueur. Partant, il est suggéré de lire :

.../...

"Article 4.-

L'agréation prend cours le jour indiqué dans l'acte".

Si le Gouvernement réserve à l'observation générale faite plus haut la suite qu'elle comporte, et fait de l'agréation la seule formalité requise pour l'octroi des avantages prévus, certaines dispositions du projet devront évidemment être remaniées en conséquence . Ainsi, la finale de l'article 4, alinéa 2, devra se lire : "... celui prévu par la décision d'agréation".

\+

\+ +

A l'article 6, il s'impose, compte tenu de l'observation émise plus haut, d'énoncer :

"Article 6.-

Le maintien des techniciens ou experts à la disposition du Ministre cesse ...".

\+

\+ +

L'intervention de l'Etat belge en matière de sécurité sociale, dont il est question à l'article 7, alinéa 2, devra évidemment s'opérer conformément au prescrit de la loi sur la sécurité sociale d'outre-mer, votée il y a peu par les deux Chambres, mais non encore publiée.

\+

\+ +

Les dispositions de l'article 8 répètent inutilement des principes de droit administratif ; elles sont inutiles et doivent être omises. Elles devraient l'être a fortiori, si les formalités étaient ramenées à la seule agréation, comme le recommande l'avis.

\+

\+ +

A l'article 9, il est proposé d'insérer le mot "huit" avant le dernier mot ("classes") de l'alinéa 1er, et de remplacer les mots "Chaque classe", au début de l'alinéa 3, par les mots "chacune d'elles". Il y a lieu de supprimer le mot "éventuelle" (alinéa 1er, 1ère ligne), ainsi que l'alinéa 2 et le dernier alinéa.

\+

\+ +

Article 10, alinéa 1er.

Lorsqu'une personne est à la fois revêtue d'un grade donné dans les services publics belges et porteuse d'un diplôme, la question se pose de savoir quel critère sera retenu lors de la classification. Selon les délégués du Gouvernement, l'intention de ce dernier est d'appliquer

.../...

le système le plus favorable à l'agent. Le texte de l'article 7 ne fait pas obstacle à cette solution.

A propos de l'article 11, il est fait observer, d'une part que les diplômes de médecin et d'ingénieur sont distingués des autres diplômes de l'enseignement supérieur, et d'autre part que le diplôme d'architecte notamment est mis sur le même pied que les diplômes de l'enseignement universitaire.

Ce système s'écarte des règles usitées pour l'accès à la fonction publique métropolitaine ; le procédé apparaît d'autant moins nécessaire que l'octroi des primes spéciales, en application de l'article 7, dernier alinéa, du projet, permettrait d'attirer les candidats porteurs de diplômes particulièrement recherchés.

+

\+ +

.../...

Eu égard à la brièveté de délai qui lui a été imparti pour l'examen du projet, le Conseil d'Etat s'est vu obligé à renoncer à une étude approfondie des dispositions des articles 12 à 18 de ce projet.

Il est toutefois relevé :

a) à propos de l'article 17, alinéa 1er,3°, que la tutelle officieuse à laquelle la disposition se réfère ne peut être que l'institution de droit belge ainsi dénommée;

b) à propos de l'article 17, alinéa 2, in fine, que l'adverbe "moralement" paraît avoir été employé par erreur. Sans doute faut-il lire "mentalement", comme dans l'article 63 des lois coordonnées du 19 décembre 1939 relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés;

c) à propos de l'article 18, alinéa 3, qu'il y a lieu de dire "le Ministre qui a l'assistance technique dans ses attributions" au lieu de "le Ministre compétent". Il est ici nécessaire d'être plus explicite car la disposition se réfère également à d'autres Ministres.

\+

\+ \+

A l'article 19, il est proposé pour le même motif d'écrire, dans la première phrase, "le Ministre qui a l'assistance technique dans ses attributions" au lieu de "le Ministre compétent", et de rédiger la seconde phrase de la façon suivante :

.../...

"... Le montant ainsi que les conditions et les modalités d'octroi des primes spéciales sont fixés suivant la même procédure".

+

+ +

Les dispositions contenues dans les deux dernières phrases de l'article 20 sont prématurées - puisqu'aucune convention internationale de coopération n'est encore entrée en vigueur - et, au demeurant, inutiles. Il va de soi, en effet, que, des accords ont une valeur juridique qu'il faut dénier à de simples "indications" ou fournitures de renseignements, et que les premiers doivent être respectés en toute hypothèse.

+

+ +

Selon les délégués du Gouvernement, l'article 21, alinéa 1er, signifierait que "le taux de référence attribué ... aux techniciens et experts provenant du secteur public belge est au moins égal au taux du traitement acquis ... dans ce secteur public". Si telle est bien la portée de la disposition, il est proposé de la rédiger comme ci-dessus. Par ailleurs, la proposition : "cette majoration constituant bonification de leur ancienneté" ne constitue que la motivation de la disposition; elle doit partant être omise.

+

+ +

.../...

A l'article 22, § 1er, liminaire, il est suggéré d'écrire :

"Article 22.-

§ 1. Sont des personnes visées par les lois de garantie du 27 juillet 1961, en ce qui concerne l'application du présent arrêté ...".

+

+ +

L'intitulé des arrêtés royaux citées à l'article 22, § 2, doit être cité correctement.

+

+ +

Il est recommandé de proscrire l'expression "principaux niveaux hiérarchiques des cadres", que l'on trouve dans le corps de l'article 24 ainsi que dans le tableau-annexe I, 2° .

Il est suggéré de dire : "en fonction des rénumérations attachées à certains grades de l'ancienne administration d'Afrique, tels qu'ils sont énumérés au tableau annexé au présent arrêté".

L'article 28 appelle les objections suivantes :

Actuellement, la Belgique intervient pro parte dans le paiement des agents belges en service au Congo, au Rwanda et au Burundi.

.../...

Un projet de loi, en cours d'élaboration, va régler définitivement la matière en modifiant les lois de garantie du 27 juillet 1961.

L'article 28 du projet tend à réduire le quantum de l'intervention financière de la Belgique dans les traitements des agents visés.

Il n'y a aucune difficulté en ce qui concerne les agents qui se trouvent encore en service sous l'empire de l'ancien statut d'Afrique : leur situation peut être modifiée unilatéralement pour l'avenir.

Il n'y aurait pas davantage de difficultés en ce qui concerne l'application de l'article 28, 2°, du projet aux agents en service dans les anciennes colonies belges et engagés par contrat après le 30 juin 1960, parce que, selon les fonctionnaires délégués, les contrats-types prévoient l'intervention de la Belgique "dans la même mesure que pour les agents soumis au statut".

Par contre, il semble, selon les déclarations des délégués du Gouvernement, que l'application des dispositions de l'article 28, 3° à 5°, aille à l'encontre de droits acquis. Par exemple, le traitement de congé est en somme un traitement différé et promérité, objet d'un droit subjectif.

Il s'ensuit que l'article 28 devrait être modifié comme suit :

.../...

- compte tenu de la remarque émise ci-dessus, et de celle qui sera faite à propos de l'article 31, l'article 28, 1°, alinéa 1er, devrait se lire :

"les personnes visées continuent à bénéficier des dispositions réglementaires qui leur sont applicables ou de celles de leur contrat, sans préjudice à l'application du 2° du présent article";

- les dispositions de l'article 28, 3°, 4° et 5° doivent être soit omises, soit modifiées de manière à ne porter atteinte ni aux dispositions de contrats en cours, ni à des droits acquis en vertu de dispositions statutaires.

Article 29.

Cette disposition est superflue et doit être omise.

\+

\+ +

A l'article 30, les mots "du Titre V" doivent être omis en toute hypothèse, soit que les rubriques soient éliminée comme le suggère le présent avis, soit qu'elles soient conservées : en effet, les mots "secteur public" sont employés ailleurs que dans le titre V du projet (cfr. article 10 du titre IV).

\+

\+ +

.../...

L'article 3 de l'arrêté royal du 9 septembre 1960 octroyait une prime dite "de danger" à des catégories de personnes demeurées en service au Congo. L'article 31 du projet tend à supprimer cet avantage; cette disposition, dont l'objet est manifestement étranger au reste de l'arrêté projeté, devrait en être distraite : elle pourrait former un arrêté royal séparé, dont l'objet serait de modifier celui du 9 septembre 1960.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

De eerste vraag die zich stelt, is die nopens de rechtsgrond van de ontworpen bepalingen. Zij kan slechts worden opgelost, indien vooraf de aard wordt bepaald van de rechtsverhoudingen die zullen tot stand komen tussen de Staat en de deskundigen of technici van de ontwikkelingssamenwerking. Artikel 66 van de Grondwet kon dan ook als rechtsgrond voor de bepalingen van het ontwerp slechts worden ingeroepen indien de betrekkingen inzake technische bijstand aan vreemde Staten konden worden beschouwd als betrekkingen van algemeen bestuur in de zin van genoemd artikel 66, hetgeen niet het geval is. Al is de samenwerking met de ontwikkelingslanden in ons recht een openbare dienst in de ruimste betekenis van het woord, een taak van openbaar nut waaraan de Staat bepaalde werkzaamheden wijdt, toch ligt het daarom nog niet in de bedoeling van de Regering aan het daarvoor bestemde personeel de hoedanigheid van ambtenaar van een openbaar bestuur te verlenen.

Ook zullen geen arbeidsovereenkomsten worden gesloten, want het werk zal worden uitgevoerd onder de leiding en ten voordele van vreemde overheden. Het bijzondere standpunt van waaruit de band tussen de technici en de Belgische Staat moet worden beschouwd, blijkt uit de woorden "personen erkend om diensten te verrichten in een ontwikkelingsland".

Hieruit volgt, dat het verlenen van voordelen aan de betrokkenen geenszins een contractuele afhankelijkheid of hiërarchische ondergeschiktheid van die personen ten opzichte van de Belgische Staat veronderstelt.

.../...

De voordelen welke het ontwerp ten laste van de Staat brengt, zouden dus het karakter hebben van aanmoedigingstoelagen die individueel worden toegekend wegens het openbaar belang van de werkzaamheden van de begunstigde.

\+

\+ \+

De aanhef van het ontwerp verwijst naar verscheidene wets- of verordeningsbepalingen waarvan geen enkele aan de bepalingen van het ontwerp rechtsgrond kan verlenen. Bovendien moet worden opgemerkt dat het opschrift van sommige van de aangehaalde bepalingen niet juist is overgenomen. Al die verwijzingen moeten als overbodig vervallen.

Voor het ontwerp kan geen rechtsgrond worden gevonden door verwijzing naar een bepaling van intern recht. Anderzijds bestaat er thans geen wet houdende goedkeuring van een internationale overeenkomst inzake technische bijstand.

Nochtans wordt aangenomen dat de begrotingswet, die machtigt tot uitgaven voor een bepaald begrotingsdienstjaar, indien niet anders is bepaald, impliceert dat de Koning het recht heeft een regeling vast te stellen voor de wijze waarop die uitgaven zullen worden gedaan, althans voor het beoogde dienstjaar. Wanneer het uitgaven betreft waarvoor van jaar tot jaar kredieten zullen worden uitgetrokken, wordt ook aangenomen dat de nadere regelen voor het verlenen van toelagen worden vastgesteld in een koninklijk besluit waarvan de duur niet beperkt is.

.../...

In het onderhavige geval voorziet de wet van 24 april 1963 houdende de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Technische Bijstand voor het dienstjaar 1963, onder sectie II : Technische Bijstand, artikel 28, kredieten ten gunste van de personen die ter beschikking van de ontwikkelingslanden worden gesteld.

\+

\+ \+

In de regeling van het ontwerp veronderstelt het verlenen van voordelen aan de technici en deskundigen van de technische bijstand dat aan twee formaliteiten wordt voldaan : de eerste de erkenning, is een eenzijdige maatregel, die geen ander doel heeft dan het bepalen van de "graad", of, om het met het ontwerp te zeggen, van de "klasse" van de betrokkenen; de tweede formaliteit waarbij de door de Staat verleende voordelen individueel worden vastgesteld, is in het ontwerp voorgesteld als zijnde een "contract".

Naar het schijnt, impliceert de aard van de toelage, in het administratief recht, logischerwijs dat zij door een eenzijdige beslissing wordt verleend; het is niet duidelijk welk type van contract hier zou worden bedoeld. In het kader van het ontwerp kan dus met de erkenning worden volstaan voor het regelen van de toestand van de technici ten opzichte van de Belgische Staat, op voorwaarde nochtans dat de erkenningsakte voor iedere betrokkene nauwkeurig de gevolgen van de erkenning aangeef

en inzonderheid de aard en het bedrag van de waarborgen en voordelen aan een bepaalde persoon verleend. De invoeging van het begrip "contract" dient de bedoelingen van de Regering niet en is overbodig. De voorgenomen administratieve verrichtingen hebben niets van een overeenkomst en derhalve is het niet duidelijk welk nut het zou hebben die verrichtingen in twee afzonderlijke handelingen te splitsen.

\+

\+ +

Het ontwerp is onderverdeeld in acht titels. In de regel wordt de onderverdeling in titels en hoofdstukken alleen gebruikt voor zeer lange teksten. In het onderhavige geval ware het beter dat procédé niet aan te wenden.

\+

\+ +

Verscheidene bepalingen van het ontwerp verwijzen naar de "bevoegde Minister". In artikel 1 zou uitdrukkelijk moeten worden gezegd wie die minister is, om dan in de volgende artikelen alleen de term "de Minister" te gebruiken.

\+

\+ +

.../...

De bijgevoegde tabellen moeten aan de Koning ter ondertekening worden voorgelegd. 's Konings handtekening moet worden voorafgegaan door het formulier : "Ons bekend om te worden gevoegd bij ons besluit van ...".

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Opschrift.

Voorgesteld wordt :

"Koninklijk besluit tot regeling van de toekenning van voordelen aan technici en deskundigen erkend in het kader van de technische samenwerking".

Aanhef.

Met inachtneming van de hiervoren gemaakte opmerking vervange men de eerste zeven alinea's van de aanhef door de volgende verwijzing :

"Gelet op artikel 67 van de Grondwet;".

\+

\+ +

Krachtens de artikelen 6 en 24 van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole, moet het ontwerp het akkoord van de Minister van Financiën krijgen en moet dat akkoord met zijn datum worden vermeld, niettegenstaande het feit dat genoemde Minister het ontwerp ter goedkeuring aan de Koning voorlegt en het besluit mede zal ondertekenen.

.../...

Anderzijds is het optreden van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort niet voorgeschreven in genoemd besluit van 5 oktober 1961.

\+

\+ +

Artikelen.

Voorgesteld wordt, artikel 1 als volgt te lezen

"Artikel 1.-

Dit besluit is van toepassing op eenieder die door de Minister tot wiens bevoegdheid de Technische Bijstand behoort, is erkend om zijn diensten in een ontwikkelingsland te verstrekken.

De ontwikkelingslanden die voor de toepassing van dit besluit in aanmerking komen, worden door die Minister bepaald".

Op te merken valt :

a) dat, in de huidige vorm van het ontwerp, de toekenning van de bedoelde voordelen niet uitsluitend is voorbehouden voor personen van Belgische nationaliteit;

.../...

b) dat wetsbepalingen betreffende andere aangelegenheden ook voorzien in het opmaken van een lijst van ontwikkelingslanden; dat is het geval in militiezaken; het ware derhalve wenselijk eenvormige maatstaven aan te leggen.

\+

\+ +

Het ontwerp bepaalt niet volgens welke criteria de deskundige van de technicus kan worden onderscheiden. Ingeval de titel van deskundige alleen zou worden voorbehouden voor bepaalde categorieën van zeer bevoegde specialisten, zoals magistraten en universiteitsprofessoren, zonder dat daaruit verschillen ontstaan in de administratieve regeling voor de betrokkenen, zou die leemte geen bezwaren opleveren. Maar indien voor het onderscheid strengere maatstaven gelden, zoals de aard en de duur van de diensten of opdrachten, en dat onderscheid bepaalde bijzonderheden inzake administratieve regeling medebrengt (zoals de eerste twee alinea's van artikel 5 er schijnen op te wijzen), moeten alle punten van onderscheid tussen de "deskundige" en de "technicus" worden opgegeven.

\+

\+ +

De bepalingen van artikel 4, eerste lid, zijn een herhaling van algemene regels van administratief recht. In de praktijk is het gemakkelijk en wenselijk in de akte zelf de datum van haar inwerkingtreding vast te stellen. Derhalve wordt voorgesteld te lezen :

.../...

"Artikel 4.-

De erkenning gaat in op de in de akte vermelde datum".

Geeft de Regering aan de hiervoren gemaakte algemene opmerking het vereiste gevolg, en stelt zij de erkenning als enige formaliteit voor het toekennen van de bedoelde voordelen, dan zullen sommige bepalingen van het ontwerp vanzelfsprekend moeten worden omgewerkt. Zo moet het slot van artikel 4, tweede lid, dan luiden : "... binnen de termijn bepaald in de beslissing tot erkenning".

\+

\+ +

Overeenkomstig de hiervoren gemaakte opmerking, moet in artikel 6 worden gezegd :

"Artikel 6.-

Het ter beschikking van de Minister blijven van de technici of deskundigen eindigt ...".

\+

\+ +

De in artikel 7, tweede lid, bedoelde Staatsbijdrage inzake sociale zekerheid zal vanzelfsprekend moeten worden verleend overeenkomstig het voorschrift van de wet op de overzeese sociale zekerheid, die onlangs door beide Kamers goedgekeurd, maar nog niet bekendgemaakt is.

\+

\+ +

.../...

De bepalingen van artikel 8 zijn een onnodige herhaling van beginselen van administratief recht ; zij moeten als overbodig vervallen. Dit zou nog meer het geval zijn, indien de formaliteiten, zoals in het advies wordt aanbevolen, tot de erkenning werden beperkt.

\+

\+ +

Voorgesteld wordt, in artikel 9 het woord "acht" in te voegen vóór het voorlaatste woord ("klassen") van het eerste lid, en de woorden "chaque classe", waarmede het derde lid van de Franse tekst begint, te vervangen door de woorden "chacune d'elles". In het eerste lid (eerste regel) schrappe men het woord "eventuele". Ook schrappe men het tweede en het laatste lid.

\+

\+ +

Artikel 10, eerste lid.

Wanneer iemand een in de Belgische openbare diensten verleende graad heeft en tevens houder is van een diploma, rijst de vraag welke maatstaf bij de rangschikking zal worden toegepast. Volgens de gemachtigde ambtenaren ligt het in de bedoeling van de Regering de gunstigste regeling op de ambtenaar toe te passen. De tekst van artikel 7 verhindert dat niet.

.../...

In verband met artikel 11 moet enerzijds worden opgemerkt dat de diploma's van geneesheer en ingenieur worden onderscheiden van de overige diploma's van hoger onderwijs, en anderzijds dat onder andere het diploma van architect op dezelfde voet wordt gesteld als de diploma's van universitair onderwijs.

Die regeling wijkt af van de gebruikelijke regels voor toegang tot een openbare betrekking in het moederland; het procédé lijkt des te minder nodig, daar de toekenning van speciale premiën, krachtens artikel 7, laatste lid, van het ontwerp, gelegenheid biedt tot het aantrekken van kandidaten die in het bezit zijn van bijzonder gevraagde diploma's.

\+

\+ \+

Wegens de korte termijn waarover hij voor het onderzoeken van het ontwerp heeft beschikt, was de Raad van State genoopt af te zien van een grondig onderzoek van de artikelen 12 tot 18 van het ontwerp.

Nochtans wordt erop gewezen :

a) in verband met artikel 17, eerste lid, 3° : dat de "officieuze" voogdij waarnaar de bepaling verwijst, alleen de instelling naar Belgisch recht die "pleegvoogdij" wordt genoemd, kan zijn ;

.../...

b) in verband met artikel 17, tweede lid, in fine : dat het bijwoord "moreel" bij vergissing schijnt te zijn gebruikt. Ongetwijfeld moet hier "geestelijk" worden gelezen, zoals in artikel 63 van de gecoördineerde wetten van 19 december 1939 betreffende de kinderbijslag voor loontrekkenden ;

c) in verband met artikel 18, derde lid : dat moet worden gezegd "de Minister tot wiens bevoegdheid de Technische Bijstand behoort" in plaats van "de bevoegde Minister". Het is hier noodzakelijk te verduidelijken, want de bepaling verwijst ook naar andere Ministers.

\+

\+ +

Om dezelfde reden wordt voorgesteld in de eerste volzin van artikel 19 te lezen : "de Minister tot wiens bevoegdheid de Technische Bijstand behoort" in plaats van "de bevoegde Minister", en de tweede volzin als volgt te lezen :

"... Het bedrag alsook de voorwaarden en de nadere regelen voor het toekennen van de bijzondere premiën worden volgens dezelfde procedure bepaald".

\+

\+ +

De voorzieningen van de laatste twee volzinnen van artikel 20 zijn voorbarig - want er is nog geen enkele internationale overeenkomst voor samenwerking van kracht geworden - en bovendien overbodig. Het spreekt

.../...

immers van zelf dat akkoorden een juridische waarde hebben die aan gewone "aanwijzingen" of aan het verstrekken van inlichtingen moet worden ontzegd, en dat akkoorden in ieder geval moeten worden nageleefd.

+

+ +

Volgens de gemachtigden van de Regering zou artikel 21 , eerste lid, betekenen dat "het referentiebedrag dat ... aan de technici en deskundigen uit de Belgische openbare sector wordt toegekend, ten minste gelijk is aan het weddebedrag op dat tijdstip door de betrokkenen verkregen in de graad welke zij in de openbare sector bekleden". Is dat werkelijk de strekking van de bepaling, dan wordt voorgesteld ze te lezen zoals hiervoren is gezegd. Anderzijds is het zinsdeel "deze verhoging vormt de bonificatie van hun anciënniteit" slechts de motivering van de bepaling ; het moet derhalve vervallen.

+

+ +

Voorgesteld wordt, de inleidende volzin van artikel 22, § 1, als volgt te lezen :

"Artikel 22.-

§ 1. Voor de toepassing van dit besluit, zijn personen als bedoeld in de waarborgwetten van 27 juli 1961 ...".

+

+ +

.../...

Het opschrift van de in artikel 22, § 2, aangehaalde koninklijke besluiten moet juist worden vermeld.

\+

\+ \+

Men vermijde het gebruik van de woorden "belangrijkste hiërarchische niveaus der kaders", welke staan in artikel 24 alsook in de bijgevoegde tabel I, 2°.

Voorgesteld wordt : "volgens de bezoldigingen verbonden aan sommige graden van het gewezen bestuur in Afrika, zoals die zijn genoemd in de bij dit besluit gevoegde tabel".

Bij artikel 28 zijn de volgende opmerkingen te maken :

Thans draagt België voor een deel bij in de betaling van de Belgische ambtenaren die in dienst zijn in Congo, Rwanda en in Burundi.

Een wetsontwerp waaraan thans wordt gewerkt, zal deze aangelegenheid voorgoed regelen door een wijziging van de waarborgwetten van 27 juli 1961.

Artikel 28 van het ontwerp strekt tot vermindering van België's financieel aandeel in de wedde van bedoelde ambtenaren.

.../...

Er is geen moeilijkheid voor de ambtenaren die nog dienen onder de gelding van het vroegere statuut van Afrika : hun toestand kan voor de toekomst eenzijdig worden gewijzigd.

Er zouden evenmin moeilijkheden zijn voor de toepassing van artikel 28, 2°, van het ontwerp op de ambtenaren die in dienst zijn in de gewezen Belgische koloniën en bij contract zijn aangeworven na 30 juni 1960 omdat, volgens de gemachtigde ambtenaren, de type-contracten voorzien in een Belgische bijdrage "in dezelfde mate als voor de ambtenaren onder statuut".

Daarentegen schijnt de toepassing van de bepalingen van artikel 28, 3° tot 5°, volgens hetgeen de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, afbreuk te doen aan verkregen rechten. Zo bijvoorbeeld is de verlofwedde in feite een uitgestelde en vooraf verdiende wedde, die aan een subjectief recht beantwoordt.

Hieruit volgt dat artikel 28 als volgt zou moeten worden gewijzigd :

-gelet op de hiervoren gemaakte opmerking, en met die welke zal worden gemaakt bij artikel 31, zou artikel 28, 1°, eerste lid, als volgt moeten worden gelezen :

"De bedoelde personen blijven het voordeel van de op hen toepasselijke verordeningsbepalingen of van de bepalingen van hun contract genieten, onverminderd de toepassing van het 2° van dit artikel".

.../...

- de bepalingen van artikel 28, 3°, 4° en 5°, moeten ofwel vervallen, ofwel gewijzigd worden, zodat geen afbreuk wordt gedaan aan de bepalingen van de lopende contracten noch aan krachtens statuutbepalingen verkregen rechten.

Artikel 29.

Deze bepaling moet als overbodig vervallen.

+

\+ +

In artikel 30 moeten de woorden "van Titel V" in ieder geval worden geschrapt, ongeacht of de rubrieken worden weggelaten, zoals het tegenwoordig advies voorstelt dan wel worden behouden : de woorden "openbare sector" worden immers ook elders dan in Titel V van het ontwerp gebruikt (zie artikel 10 van titel IV).

+

\+ +

Artikel 3 van het koninklijk besluit van 9 september 1960 verleende een zogenaamde "gevaarspremie" aan categorieën van personen die in Congo in dienst zijn gebleven. Artikel 31 van het ontwerp wil dat voordeel opheffen ; die bepaling, welke kennelijk een ander doel heeft dan de overige bepalingen van het ontwerp-besluit, zou daaruit moeten worden gelicht : zij zou een afzonderlijk koninklijk besluit kunnen vormen, strekkend tot wijziging van het besluit van 9 september 1960.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

A. MAST, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) M. JACQUEMIJN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, substituut

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) F. LEPAGE.